

Cote du document: EB 2020/129/R.16/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 c) i) a)
Date: 22 avril 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République populaire de Chine

Projet de démonstration de revitalisation rurale dans la province du Yunnan

Numéro du projet: 2000002358

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Matteo Marchisio
Directeur sous-régional
téléphone: +86 10 8532 8977
courriel: m.marchisio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session
Rome, 20-23 avril 2020

Pour: **Approbation**

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Carte de la zone du projet | iii |
| Résumé du financement | iv |
| I. Contexte | 1 |
| A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA | 1 |
| B. Enseignements tirés | 2 |
| II. Description du projet | 3 |
| A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles | 3 |
| B. Composantes, résultats et activités | 3 |
| C. Théorie du changement | 4 |
| D. Alignement, appropriation et partenariats | 5 |
| E. Coût, avantages et financement | 6 |
| III. Risques | 8 |
| A. Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation | 8 |
| B. Catégorie environnementale et sociale | 9 |
| C. Classement au regard des risques climatiques | 9 |
| D. Soutenabilité de la dette | 9 |
| IV. Exécution | 10 |
| A. Cadre organisationnel | 10 |
| B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication | 11 |
| C. Plans d'exécution | 12 |
| V. Instruments et pouvoirs juridiques | 13 |
| VI. Recommandation | 13 |

Appendices

- I. Accord de financement négocié
- II. Logical framework

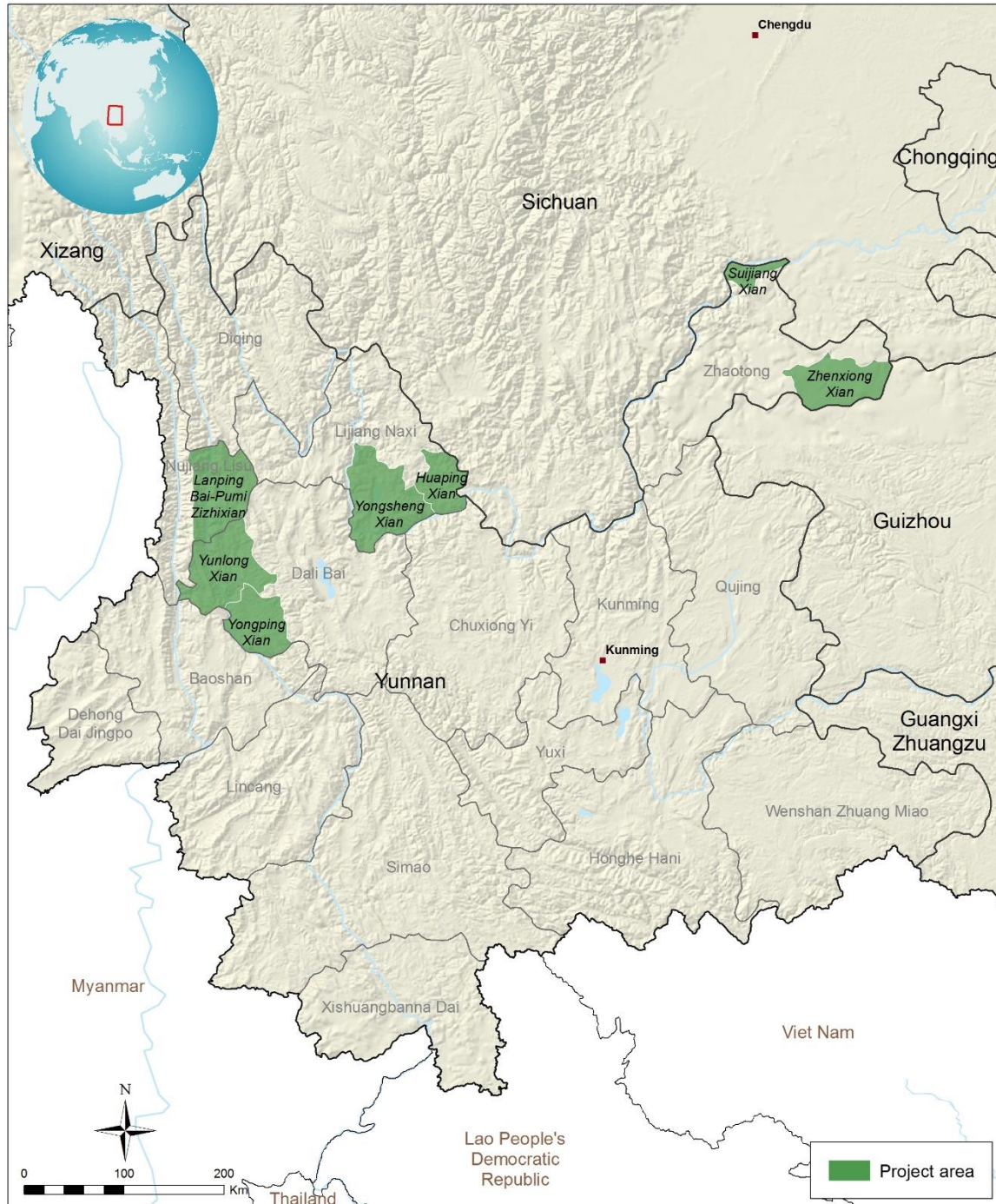
Équipe d'exécution du projet

| | |
|--------------------------------------|-------------------------|
| Directeur régional: | Nigel M. Brett |
| Directeur de pays: | Matteo Marchisio |
| Responsable technique: | Rikke Grand Olivera |
| Responsable des finances: | Irene Li |
| Spécialiste climat et environnement: | Candra Samekto |
| Juriste: | Purificacion Tola Satue |

Sigles et acronymes

| | |
|--------|---|
| FIDA11 | Onzième reconstitution des ressources du FIDA |
| ODD | Objectif de développement durable |
| S&E | Suivi-évaluation |

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 31/07/2019

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

| | |
|--|---|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | République populaire de Chine |
| Organisme d'exécution: | Ministère de l'agriculture et des affaires rurales de la province du Yunnan |
| Coût total du projet: | 234,5 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 74,8 millions d'USD |
| Conditions du prêt du FIDA: | Conditions ordinaires |
| Cofinanceurs: | Entreprises et coopératives |
| Montant du cofinancement: | 41,6 millions d'USD |
| Conditions du cofinancement: | Contributions monétaires |
| Contribution de l'emprunteur: | 115,3 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 2,8 millions d'USD |
| Montant du financement du FIDA (action climatique): | 35,1 millions d'USD |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 56.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **Contexte de la lutte contre la pauvreté:** le Gouvernement de la République populaire de Chine a pour objectif, à l'horizon 2020, d'éliminer l'extrême pauvreté en milieu rural telle que mesurée sur la base des normes nationales de pauvreté en vigueur. Assurer la durabilité des résultats obtenus, réduire les inégalités entre les provinces côtières et occidentales ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales et au sein de la population, et empêcher que les personnes qui se sont libérées de la pauvreté ne retombent dans cette dernière continueront toutefois de compter au nombre de ses priorités au cours des années à venir.
2. **Contexte du développement rural:** les zones rurales font l'objet de transformations fondamentales en Chine. Les disparités entre les niveaux de rémunération dans ces dernières et dans les zones urbaines et le manque de possibilités de générer des revenus en milieu rural motivent des migrations de masse vers les zones urbaines depuis plusieurs décennies. Les ménages ruraux risquant de tomber dans la pauvreté sont souvent tributaires des envois de fonds de parents ayant migré et des revenus qu'ils peuvent tirer d'activités de production et d'emplois locaux. Face à cette situation, les autorités nationales ont récemment adopté une stratégie de revitalisation rurale à long terme; cette dernière, qui est de portée globale, a pour objet d'assurer un meilleur équilibre entre les conditions observées en milieu urbain et en milieu rural en accélérant le développement des zones rurales et en faisant de ces dernières des lieux de résidence attractifs. Les principales stratégies formulées pour poursuivre et maintenir les efforts de réduction de la pauvreté et de développement des zones rurales comprennent: l'industrialisation agricole (c'est-à-dire le développement d'entreprises majeures grâce à la fourniture d'un appui aux agroentreprises et aux coopératives); la création de possibilités d'emploi; le développement général des infrastructures.
3. **Contexte provincial:** la province du Yunnan constitue systématiquement l'une des priorités du programme de réduction de la pauvreté du Gouvernement chinois, car elle compte la plus forte proportion d'habitants pauvres du pays (11% en 2018). Cette même année, 88 de ses 129 comtés (essentiellement dans les régions de l'ouest et du nord-est de la province) étaient encore classés dans la catégorie des comtés pauvres du pays. Bien que la pauvreté absolue doive être éliminée de ces comtés d'ici à 2020, de nombreux ménages ruraux demeureront vulnérables et n'auront que des possibilités limitées de dégager des revenus.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - transformateur de la question du genre;
 - tenant compte des jeunes.
5. **Genre et jeunes:** la migration des jeunes et la féminisation de la main-d'œuvre sont des phénomènes de plus en plus courants dans les zones rurales chinoises, notamment dans la zone du projet, où environ 55% de la main-d'œuvre est

constituée de travailleurs migrants qui sont, pour plus de la moitié, âgés de 15 à 34 ans. L'une des principales composantes de la nouvelle stratégie de revitalisation rurale consiste à créer de nouvelles possibilités d'emploi en milieu rural de manière à conserver ou à attirer des membres de la population active, en particulier des jeunes.

6. **Changements climatiques:** la zone du projet est modérément vulnérable aux effets des changements climatiques. Le projet contribuera à réduire les risques et les effets associés à la modification des conditions météorologiques et climatiques, en particulier leur variabilité et leur imprévisibilité grandissantes, en renforçant les capacités dont disposent les autorités publiques et les bénéficiaires pour évaluer les risques climatiques, établir des plans et prendre des décisions en conséquence, et en accroissant la résilience climatique des infrastructures.
7. **Nutrition:** la province du Yunnan est parvenue dans une large mesure à réduire la malnutrition en milieu rural: en 2018, les pourcentages d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance, d'insuffisance pondérale et d'émaciation étaient, respectivement, inférieurs à 4%, proches de 1% et de 0,7%. Les données sur la situation générale dans la zone du projet ne sont pas alarmantes et sont conformes aux objectifs du plan de développement de la province. Le projet contribuera à améliorer la nutrition en élargissant l'accès à l'eau potable dans la zone d'intervention.

Justification de l'intervention du FIDA

8. **Problème de développement:** même si la pauvreté absolue doit être éliminée en Chine à l'horizon 2020, les régions classées parmi les "régions prioritaires dans le domaine de la pauvreté", y compris la zone du projet proposé, demeureront vulnérables et n'offriront que des possibilités limitées de générer des revenus. Les petites exploitations traditionnelles ne peuvent pas être une source de revenus fiable, de sorte qu'une forte proportion de la population abandonne l'agriculture. Il continuera d'être difficile au cours des années à venir d'empêcher les familles sorties de la pauvreté avant 2020 de retomber dans cette dernière et d'assurer le développement économique de ces régions pour en faire des lieux de résidence attractifs. L'approche à présent suivie de manière générale pour réduire la pauvreté en milieu rural, à savoir l'approche *chanye fupin* (réduction de la pauvreté par l'industrialisation), qui continuera d'être un élément fondamental de la nouvelle stratégie de revitalisation rurale, présente toutefois certains inconvénients. La situation actuelle offre la possibilité de reconsidérer et d'adapter le modèle *chanye fupin* actuel, mais aussi de formuler et de mettre à l'essai de nouveaux modèles et approches en privilégiant une plus grande inclusion des femmes, des jeunes et des ménages vulnérables.
9. **Justification de l'intervention du FIDA:** si le FIDA était autrefois essentiellement considéré comme une source de financements concessionnels, il est depuis quelques années de plus en plus reconnu et apprécié en tant que partenaire de développement: sa valeur ajoutée tient en effet à son aptitude à concevoir et à piloter des approches novatrices qui, lorsqu'elles donnent de bons résultats, peuvent appuyer la formulation de l'action publique, être reproduites, systématiquement intégrées dans les programmes publics ou partagées avec d'autres pays en développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud. La situation actuelle offre une occasion unique au FIDA d'aider les autorités à repenser et à améliorer le modèle *chanye fupin*, à remédier à certaines de ses lacunes et à l'adapter à un scénario post-2020, de manière à le rendre plus équitable et plus inclusif et à alléger la charge qu'il fait peser sur les finances publiques.

B. Enseignements tirés

10. La conception du projet a bénéficié des leçons et de l'expérience tirées de plusieurs projets financés par le FIDA et la Banque mondiale, à savoir: i) l'inconvénient de poursuivre des activités de réduction de la pauvreté en fournissant un soutien direct

aux grandes entreprises agro-industrielles; ii) le rôle que peuvent jouer les coopératives agricoles en facilitant l'accès des agriculteurs au marché; iii) les carences du modèle actuel de coopératives établies au niveau des ménages ou appartenant à des entreprises.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

11. **But du projet et objectif de développement:** le projet a pour but d'éviter de manière durable aux ménages pauvres et vulnérables vivant dans la zone du projet de sombrer dans la pauvreté. Son objectif de développement consiste à accroître les possibilités de génération de revenus des ménages pauvres et vulnérables dans la zone qu'il couvre et à rendre les mécanismes de partage des bénéfices des agro-industries plus inclusifs.
12. **Zone du projet:** le projet sera mis en œuvre dans sept comtés. Ces derniers sont situés dans les municipalités/préfectures de Zhaotong, Dali, Lijiang et Nujiang, qui se trouvent dans le nord-est et l'ouest de la province du Yunnan, et ont été sélectionnés sur la base de l'incidence de la pauvreté, de la présence d'entreprises ayant des perspectives commerciales, et de la détermination des administrations locales à poursuivre les objectifs du projet ainsi que l'approche proposée dans ce dernier.
13. **Stratégie de ciblage:** le projet adoptera la stratégie de ciblage décrite ci-après:
 - i) Ciblage géographique: le projet ciblera les comtés actuellement ou antérieurement classés parmi les comtés pauvres du pays pour donner la priorité aux villages et aux collectivités ayant une concentration supérieure à la moyenne de personnes actuellement ou antérieurement inscrites au registre des personnes pauvres.
 - ii) Ciblage de la pauvreté: le projet ciblera les ménages vulnérables dans la zone d'intervention, c'est-à-dire les ménages inscrits au moins à une reprise dans le registre national ou provincial des personnes pauvres depuis 2014.
 - iii) Question du genre, jeunes et minorités ethniques: le projet privilégiera plus particulièrement, parmi ses bénéficiaires, les groupes vulnérables que constituent i) les femmes, ii) les jeunes et iii) les minorités ethniques.
14. **Bénéficiaires:** d'après les estimations, le projet devrait directement bénéficier à 91 770 personnes; environ 25% de ces dernières sont officiellement inscrites au registre des personnes pauvres, 50% sont des femmes, 30% sont des jeunes et 60% appartiennent à des minorités ethniques (ces personnes constituent les bénéficiaires directs). Le projet devrait aussi profiter de manière indirecte à environ 414 540 personnes membres de 88 200 ménages dans la zone du projet.

B. Composantes, résultats et activités

15. Le projet comprendra les composantes suivantes: 1) appui à un développement rural inclusif; 2) planification et développement d'une infrastructure résiliente face aux changements climatiques; 3) gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation (S&E) et stratégie.
 - i) **Composante 1: appui à un développement rural inclusif.** Cette composante a pour objet de promouvoir le développement économique de la zone du projet. À cette fin: i) on encouragera l'amélioration de l'un des modèles et approches actuellement suivis par les autorités publiques pour réduire la pauvreté (*chanye fupin*); ii) on favorisera la création de sources de revenus nouvelles et plus diversifiées dans la zone couverte en appuyant la fourniture de services (y compris financiers), en encourageant l'entrepreneuriat local et en attirant de nouveaux investisseurs pour financer des activités agricoles ou non agricoles. L'une des activités poursuivies dans le

cadre de cette sous-composante donnera lieu à l'essai d'une approche de financement axée sur les résultats.

- ii) **Composante 2: planification et développement d'une infrastructure résiliente face aux changements climatiques.** Cette composante vise à améliorer et à développer les systèmes d'infrastructure dans la zone du projet grâce à la poursuite d'améliorations matérielles conjuguées à des activités de renforcement institutionnel et à une assistance technique dans le but d'améliorer les accès routiers et la sécurité hydrique, de prévenir l'érosion des sols, de réduire les risques et les impacts associés à l'évolution des conditions météorologiques et climatiques et de promouvoir une production agricole durable et résiliente face aux changements climatiques.
- iii) **Composante 3: gestion du projet, gestion des savoirs, S&E et stratégie.**

C. Théorie du changement

16. **L'industrialisation en tant que principale stratégie de réduction de la pauvreté et de revitalisation rurale:** la principale approche suivie dans le cadre des programmes publics de réduction de la pauvreté consiste à promouvoir des entreprises prospères (c'est-à-dire à développer les agroentreprises) et à établir des liens entre ces dernières et les agriculteurs de manière à créer des sources de revenus (*chanye fupin* ou réduction de la pauvreté par l'industrialisation). L'industrialisation agricole demeure l'un des principaux aspects de la nouvelle stratégie de revitalisation rurale. Des problèmes continuent toutefois de se poser dans le cadre des efforts menés pour lutter contre la pauvreté, assurer la durabilité de la réduction de la pauvreté et promouvoir un développement économique dans les zones de "profonde pauvreté" comme la zone du projet. Scénario de base actuel: dans le scénario de base actuel, la zone du projet et les ménages relativement pauvres et vulnérables continuent de se heurter à différents obstacles: i) des possibilités limitées de gagner sa vie; ii) la migration de la main-d'œuvre rurale vers les zones urbaines, et les ressources limitées dont disposent les ménages pour investir dans l'agriculture ou d'autres activités économiques; iii) la féminisation grandissante de la main-d'œuvre agricole; iv) la superficie limitée des exploitations familiales; v) l'impossibilité pour les petits exploitants d'opérer collectivement de manière efficace et d'entrer dans les chaînes de valeur. Enfin, vi) l'augmentation de la variabilité des pluies et de la fréquence d'événements météorologiques inhabituels accroissent les incertitudes qui caractérisent la production agricole dans la zone du projet. Carences de l'approche actuelle: bien que l'industrialisation continue d'être une stratégie essentielle de réduction de la pauvreté et de revitalisation des zones rurales, l'approche actuelle, qui vise à atteindre les ménages de petits exploitants par l'intermédiaire des grandes entreprises agro-industrielles, présente plusieurs inconvénients, ne produit pas toujours les résultats souhaités et ne garantit pas leur durabilité. Elle présente des carences manifestes au niveau de l'inclusion, de l'équité, de l'égalité, de l'efficacité et de la viabilité. Il importe toutefois de noter que, si le renforcement du rôle et des capacités des coopératives agricoles peut être un moyen plus viable d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté par l'industrialisation et d'assurer la durabilité des résultats obtenus, le développement de ces coopératives en Chine pose aussi d'importants problèmes.
17. **Transformer les défis en opportunités:** la situation actuelle offre la possibilité de mettre à l'essai différentes approches qui pourraient fournir de précieuses informations aux autorités publiques aux fins de la poursuite de la revitalisation rurale et d'une réduction durable de la pauvreté. Approche proposée: le projet apporterait des améliorations au modèle *chanye fupin* actuel en accordant plus d'importance aux principes de la diversification, de l'inclusion, de l'égalité et de la viabilité. Dans le cadre des interventions du projet proposé, les coopératives et les villages ruraux ainsi que les petits exploitants proactifs (y compris les jeunes et les

femmes) recevront un soutien aux fins de la conception d'initiatives ayant trait à l'agriculture durable ainsi qu'à des activités rurales non agricoles. Les activités du projet donneraient également lieu à des investissements visant à améliorer les capacités de production et de gestion des femmes et à accroître leur participation dans le cadre des organes de décision des institutions communautaires. Mode d'application concrète de la démarche: des mesures seront prises pour: i) accroître les capacités des coopératives (par opposition aux grandes entreprises agro-industrielles) en tant que principaux points d'entrée pour relier les exploitants pauvres aux marchés, et mettre à l'essai d'autres modèles de *chanye fupin*; ii) favoriser la création d'opportunités de génération de revenus supplémentaires et plus diversifiées dans la zone du projet en assurant des services, en encourageant l'entrepreneuriat local (en particulier parmi les femmes et les jeunes agriculteurs/migrants de retour) et en attirant de nouveaux investisseurs pour financer des activités agricoles ou non agricoles; iii) remédier dans la zone du projet à certaines des principales carences du système d'infrastructure actuel qui limitent ou entravent la mise en œuvre des activités du projet proposé, tout en réduisant les risques associés aux changements climatiques.

D. Alignement, appropriation et partenariats

18. **Alignement sur les priorités et les stratégies nationales:** le projet est bien aligné sur les priorités et les stratégies nationales, car i) il contribuera à la réalisation de l'objectif des autorités publiques qui consiste à préserver au cours des années à venir les résultats obtenus dans le domaine de la réduction de la pauvreté, conformément aux principes de la stratégie de revitalisation rurale; ii) il favorisera l'industrialisation agricole, créera des possibilités d'emploi et développera le système d'infrastructure; iii) il contribuera à accroître l'attrait économique de la zone du projet et, par conséquent, à garder les travailleurs migrants et, éventuellement, à ramener des habitants dans les zones rurales; iv) il soutiendra la viabilité environnementale dans le droit fil des principes de "civilisation écologique" et de "développement équilibré sur le plan écologique" de l'État.
19. **Alignement sur les objectifs de développement durable (ODD):** l'objectif et les activités du projet proposé cadrent avec le Programme 2030, en particulier l'ODD 1, l'ODD 2, l'ODD 5, l'ODD 10, l'ODD 13 et l'ODD 15, et il contribuera à leur réalisation.
20. **Alignement sur le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2016-2020:** le projet est la troisième opération d'investissement conçue dans le cadre du COSOP 2016-2020, et témoigne de l'évolution récente qui consiste à cibler l'appui du FIDA sur: i) l'accroissement des possibilités de générer des revenus et l'amélioration de la résilience grâce à la promotion et au renforcement des coopératives, une plus grande importance étant accordée à l'amélioration de l'accès aux marchés, des chaînes de valeur et de la résilience climatique; ii) l'innovation et la gestion des savoirs pour appuyer la formulation des politiques publiques et la transposition des résultats à plus grande échelle. Le projet est un projet de démonstration. Il a pour objet de mettre à l'essai plusieurs innovations de manière à déterminer leurs possibilités d'application dans le contexte du projet, d'en tirer des enseignements et de promouvoir la reproduction des modèles et des approches qui donnent de bons résultats.
21. **Alignement sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2016-2020 et le projet de plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2021-2025:** le projet est aligné sur le PNUAD 2016-2020 et contribue à la poursuite de ses objectifs dans les domaines prioritaires. Il est également aligné sur les priorités du projet de plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2021-2025, dont la formulation se poursuit actuellement, et il devrait cibler ses priorités stratégiques.

22. **Alignement sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025:** les objectifs et les activités du projet cadrent avec le but et les objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, en particulier les objectifs stratégiques 2 et 3.
23. **Alignement sur le Cadre de transition:** le projet proposé donne lieu à l'application de plusieurs des principes et éléments du Cadre de transition: i) il pilote l'un des nouveaux produits proposés dans le cadre de FIDA11 (les financements axés sur les résultats); ii) il apporte des éléments d'information pour la formulation des politiques publiques; iii) il contribue largement à accroître les cofinancements, en particulier intérieurs: le projet devrait mobiliser des ressources selon un ratio de 1/2,1.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

24. Le coût total du projet est estimé à 234,5 millions d'USD.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

| Composante | Prêt du FIDA | | Autres cofinanciers | | Bénéficiaires | | | Emprunteur | | | Total |
|--|-----------------|-------------|---------------------|-------------|--------------------------|-------------------------|------------|--------------------------|-------------------------|-------------|------------------|
| | Montant | % | Montant | % | Contributions monétaires | Contributions en nature | % | Contributions monétaires | Contributions en nature | % | Montant |
| 1. Appui à un développement rural inclusif | 51 984,7 | 45,6 | 41 685,7 | 36,6 | - | - | - | 19 721,7 | 526,4 | 17,8 | 113 918,5 |
| 2. Planification et développement d'une infrastructure résiliente face aux changements climatiques | 19 761,5 | 17,8 | - | - | - | 2 769,0 | 2,5 | 18 506,8 | 70 000 | 79,7 | 111 037,3 |
| 3. Gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et stratégie | 3 031,9 | 31,7 | - | - | - | - | - | 1 221,8 | 5 302,7 | 68,3 | 9 556,4 |
| Total | 74 778,1 | 31,9 | 41 685,7 | 17,8 | - | 2 769,0 | 1,2 | 39 450,3 | 75 829,1 | 49,1 | 234 512,2 |

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

| Catégorie de dépenses ¹ | Prêt du FIDA | | Autres cofinanceurs | | Bénéficiaires | | | Emprunteur | | | Total |
|------------------------------------|-----------------|-------------|---------------------|-------------|--------------------------|-------------------------|------------|--------------------------|-------------------------|-------------|------------------|
| | Montant | % | Montant | % | Contributions monétaires | Contributions en nature | % | Contributions monétaires | Contributions en nature | % | Montant |
| 1. Travaux | - | | | | | | | 16 311,1 | 70 000 | 100,0 | 86 311,1 |
| 2. Travaux FIDA | 19 753,4 | 90,0 | - | - | - | - | - | 2 194,8 | - | 10,0 | 21 948,2 |
| 3. Équipement et matériel | 140,7 | 49,2 | - | - | - | - | - | 145,3 | - | 50,8 | 286,0 |
| 4. Formation | 2 394,2 | 80,6 | - | - | - | - | - | 576,1 | - | 19,4 | 2 970,2 |
| 5. Atelier | 188,9 | 48,5 | - | - | - | - | - | 200,9 | - | 51,5 | 389,9 |
| 6. Services de consultants | 4 206,0 | 90,0 | - | - | - | - | - | 467,3 | - | 10,0 | 4 673,3 |
| 7. Biens, services et intrants | 3 004,2 | 83,4 | - | - | - | - | - | 599,1 | - | 16,6 | 3 603,3 |
| 8. Dons et subventions | 44 132,3 | 42,1 | 41 685,7 | 39,8 | - | - | - | 18 955,7 | - | 18,1 | 104 773,7 |
| 9. Salaires et allocations | 580,5 | 19,4 | - | - | - | - | - | - | 2 405,5 | 80,6 | 2 986,0 |
| 10. Frais de fonctionnement | 377,9 | 9,9 | - | - | - | - | - | - | 3 423,6 | 90,1 | 3 801,5 |
| 11. Exploitation et entretien | - | - | - | - | - | 2 769,0 | 100 | - | - | - | 2 769,0 |
| Total | 74 778,1 | 31,9 | 41 685,7 | 17,8 | | 2 769,0 | 1,2 | 39 450,3 | 75 829,1 | 49,1 | 234 512,2 |

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

| Composante | Année 1 | | Année 2 | | Année 3 | | Année 4 | | Année 5 | | Total |
|--|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|------------|------------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant |
| 1. Appui à un développement rural inclusif | 13 205,3 | 11,6 | 28 837,7 | 25,3 | 36 331,0 | 31,9 | 29 384,7 | 25,8 | 6 159,8 | 5,4 | 113 918,5 |
| 2. Planification et développement d'une infrastructure résiliente face aux changements climatiques | 27 972,7 | 25,2 | 36 066,1 | 32,5 | 28 464,9 | 25,6 | 13 387,3 | 12,1 | 5 146,2 | 4,6 | 111 037,3 |
| 3. Gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et stratégie | 2 179,3 | 22,8 | 1 834,2 | 19,2 | 2 007,7 | 21,0 | 1 884,6 | 19,7 | 1 650,6 | 17,3 | 9 556,4 |
| Total | 43 357,3 | 18,5 | 66 738,0 | 28,5 | 66 803,6 | 28,5 | 44 656,6 | 19,0 | 12 956,6 | 5,5 | 234 512,2 |

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

25. **Financement et cofinancement du projet:** le FIDA apportera son concours au projet sous la forme d'un prêt d'un montant total de 74,8 millions d'USD (32% du coût total du projet). Les autorités publiques financeront un montant de 115,3 millions d'USD (49%), et les entreprises et coopératives participantes devraient apporter environ 41,6 millions d'USD (18%). La contribution des bénéficiaires devrait être de l'ordre de 2,8 millions d'USD (1%).
26. **Ratio de cofinancement:** le prêt du FIDA a un ratio de cofinancement d'environ 1/2,1, qui est donc supérieur de 50% à la cible de 1/1,4 fixée dans le cadre de FIDA11.
27. **Financement de l'action climatique:** les sous-composantes 1.1, 1.2 et 2.1 du projet sont considérées faire l'objet de financements climatiques. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au financement

de l'adaptation aux changements climatiques, le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à 35,16 millions d'USD, soit 47% du montant total du projet du FIDA.

Décaissement

28. Les fonds du prêt du FIDA seront alloués aux différentes catégories de dépenses et décaissés conformément aux conditions convenues énoncées dans l'accord de financement, le Manuel sur le décaissement des prêts et la Lettre à l'emprunteur. Ces allocations seront accompagnées des pièces justificatives pertinentes ainsi que des demandes de retrait indiquant les dépenses autorisées qui ont été effectuées.

Résumé des avantages et analyse économique

29. **Résultats de l'analyse financière:** les résultats de l'analyse financière des scénarios incluant ou non le projet qui ont été établis pour les différents modèles de production font état de flux de trésorerie positifs, même après la clôture du projet, ainsi que de rendements financiers raisonnables, allant de 9% à 45%.
30. **Résultats de l'analyse économique:** les résultats de l'analyse économique indiquent que le projet est économiquement viable et que le scénario de base a un taux de rentabilité économique interne de 15,3% et une valeur actuelle nette de 199 millions d'USD.

Stratégie de sortie et durabilité

31. **Durabilité:** le projet comporte un certain nombre d'éléments qui assureront probablement la durabilité, à l'issue du projet, des activités financées et des avantages procurés. Ces éléments sont: i) sa viabilité économique; ii) son alignement sur les politiques, stratégies et priorités nationales; iii) sa viabilité institutionnelle et la durabilité des partenariats forgés; iv) l'appropriation par les bénéficiaires et le renforcement de leur pouvoir d'action; v) sa viabilité financière; vi) le passage d'un système de production subventionné à un système répondant à la demande du marché; vii) ses modalités d'exploitation et d'entretien.

III. Risques

A. Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation

32. En général, la plupart des risques recensés ont une faible probabilité de se concrétiser et, le cas échéant, devraient avoir un faible impact.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

| <i>Risques</i> | <i>Évaluation du risque</i> | <i>Mesures d'atténuation</i> |
|---------------------------------------|-----------------------------|---|
| Politique/gouvernance | Faible | Stabilité et continuité: la stabilité et la continuité des administrations publiques ne posent pas de risque. Ressources et détermination suffisantes: le projet est bien aligné sur les priorités et les stratégies de l'État. |
| Macroéconomique | Faible | Les indicateurs macroéconomiques font état de solides antécédents de croissance et de stabilité; l'évolution passée des comptes extérieurs et intérieurs se caractérise par l'absence de déficit ou de faibles déficits. La marge de manœuvre budgétaire est satisfaisante aussi bien pour le compte de capital que pour le compte courant et ne pose aucun risque. |
| Stratégies et politiques sectorielles | Faible | Le projet est étroitement aligné sur les politiques et stratégies sectorielles (par exemple la revitalisation rurale) |
| Capacité institutionnelle | Modéré | Bien que l'organisme d'exécution (Département de l'agriculture et des affaires rurales) dispose d'importantes capacités pour assurer la mise en œuvre du projet, l'approche de bas en haut proposée pour renforcer les moyens des |

| | | |
|----------------------------------|---------------|---|
| | | ménages pauvres grâce à l'amélioration des coopératives pourrait poser un risque modéré. Il est proposé, pour atténuer ce risque, de dispenser des formations importantes aux responsables et de réaliser des activités de suivi. |
| Fiduciaire Gestion financière | Modéré | Bien qu'elle ait fait l'objet d'importantes améliorations, la gestion des finances publiques continue de poser des difficultés à l'échelon local. Le manque de personnel qualifié et la forte rotation des effectifs sont des problèmes courants au niveau des districts. La stratégie d'atténuation donne lieu: i) à l'affectation aux postes financiers de chaque niveau des bureaux de gestion du projet d'effectifs capables ayant une éducation et une expérience plus pertinentes de manière à ce qu'ils puissent rapidement répondre aux exigences de la gestion financière et s'adapter aux pratiques comptables; ii) au renforcement des capacités du personnel des organismes d'exécution durant la phase initiale. |
| Passation des marchés | Faible | Les fonctions et les contrôles relatifs à la passation des marchés sont dans l'ensemble robustes. Les principes d'efficacité, d'efficience, d'intégrité, de transparence et de responsabilité sont bien établis et leur respect est assuré. |
| Environnement et climat | Modéré | Le projet a un risque faible à modéré d'avoir des répercussions négatives sur l'environnement. Les impacts éventuels sont tous réversibles et il est possible d'y remédier rapidement en menant une action préventive appropriée et/ou en prenant des mesures d'atténuation, comme indiqué dans le plan de gestion environnementale et sociale. Le risque climatique que pourrait poser ce projet est jugé "modéré". |
| Social | Faible/modéré | Il existe une probabilité faible à modérée qu'un risque social exogène puisse nuire à la réalisation des objectifs ou des activités du projet. Les risques sociaux sont minimes parce que le projet suit une stratégie et des principes bien ciblés. |
| Autres risques propres | s.o. | |
| Risque global | Faible | |

B. Catégorie environnementale et sociale

33. **Catégorie environnementale et sociale:** le projet est classé dans la catégorie B. Il a un risque faible à modéré d'avoir des répercussions négatives sur l'environnement. Les impacts éventuels sont tous réversibles et il est possible d'y remédier rapidement en menant une action préventive appropriée et/ou en prenant des mesures d'atténuation, comme indiqué dans le plan de gestion environnementale et sociale.

C. Classement au regard des risques climatiques

34. **Classement au regard des risques climatiques:** le risque climatique que pourrait poser ce projet est jugé "modéré". Le projet financera une série d'investissements matériels et de savoir-faire ayant pour objet de réduire les risques et les effets négatifs associés à l'évolution des conditions météorologiques et climatiques et de promouvoir une production résiliente face aux changements climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

35. La Chine a enregistré une dette publique représentant 47,60% de son produit intérieur brut (PIB) en 2017. Selon des données publiées en mars 2019 par la State Administration of Foreign Exchange chinoise, la dette extérieure se chiffrait à un

peu moins de 2 billions d'USD et le ratio de la dette extérieure au PIB était de 14,4% à la fin de 2018. La Chine continue toutefois de ne courir qu'un faible risque de surendettement extérieur.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

36. **Organisme d'exécution principal:** l'agent d'exécution principal du projet sera le Département de l'agriculture et des affaires rurales. Le bureau de gestion du projet pour la province sera constitué au sein de ce dernier.
37. **Bureaux de gestion du projet au niveau des comtés:** les principales responsabilités concernant la mise en œuvre du projet incombent aux comtés. Des bureaux de gestion du projet seront constitués au sein du Bureau de l'agriculture et des affaires rurales de chaque comté. Les bureaux techniques pertinents opérant à ce niveau devront apporter un appui à l'exécution des activités pertinentes du projet.
38. **Assemblée conjointe pour le projet:** un comité de coordination composé, au minimum, de représentants du Département des finances, du Département de l'agriculture et des affaires rurales, de la Commission pour le développement et la réforme et du Bureau pour la réduction de la pauvreté devrait être constitué au niveau de la province et chargé de fournir des directives générales et de coordonner la mise en œuvre du projet. Il est également recommandé d'associer la Fédération des femmes, la Ligue des jeunes, le Service météorologique et le Bureau des ressources humaines et de la sécurité sociale aux activités.
39. **Rôle de l'Institut d'information agricole de l'Académie chinoise des sciences agricoles:** le projet conclurait un accord avec l'Institut d'information agricole de l'Académie chinoise des sciences agricoles aux termes duquel l'Institut assumerait d'importantes fonctions concernant le S&E, la gestion des savoirs et la concertation sur les politiques à mener (il procéderait à des enquêtes de référence, à mi-parcours et en fin de projet; à l'analyse des données; à des évaluations d'impact; à l'établissement de notes stratégiques, etc.).

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

40. **Rôle du Ministère des finances:** le Ministère des finances sera l'organisme responsable du remboursement du prêt. Les fonds accordés dans le cadre de ce dernier seront rétrocédés au Département des finances de la province du Yunnan, puis versés par ce dernier aux bureaux des finances des comtés aux mêmes conditions, sans commission supplémentaire. Le Département des finances sera principalement chargé d'administrer les ressources du projet. Au niveau des comtés, les fonds seront transférés des bureaux des finances aux bureaux de gestion du projet, qui les affecteront aux organismes d'exécution pertinents pour financer la mise en œuvre du projet sur la base des dépenses encourues dans le cadre du plan de travail et budget annuel approuvé.
41. **Compte désigné:** un compte désigné sera ouvert pour le prêt du FIDA et libellé dans la monnaie de ce dernier, et tous les fonds provenant du prêt passeront par ce compte. Le compte désigné sera établi au Département des finances et administré par ce dernier, qui sera directement responsable de la gestion, du suivi et du rapprochement des opérations.
42. **Financement rétroactif:** des dispositions ont été prises pour assurer le financement rétroactif de dépenses autorisées encourues entre le 7 janvier 2020 et la date à laquelle l'accord de financement est entré en vigueur, à hauteur d'un montant de 7,5 millions d'USD, au moyen de fonds provenant du prêt du FIDA. Les dépenses autorisées pouvant faire l'objet d'un financement rétroactif sont celles qui

ont été effectuées dans le but de financer le lancement et la préparation des activités du projet.

43. **Financement des taxes et impôts:** afin d'accroître l'efficacité des flux de trésorerie et de mieux appuyer la mise en œuvre du projet, le prêt du FIDA pourra financer des taxes et impôts d'un montant estimé à 2,1 millions d'USD. La contribution financière au projet de l'État chinois se chiffre à 115 millions d'USD, soit plus de 54 fois le montant des taxes et impôts (2,1 millions d'USD) financé par le FIDA.
44. La **passation de marchés de biens, de travaux et de services** s'effectuera conformément aux Directives relatives à la passation de marchés nationaux du Gouvernement chinois, complétées par les manuels d'exécution et toute modification qui pourrait leur être apportée, sous réserve de leur conformité aux Directives relatives à la passation de marchés dans le cadre des projets, au Manuel de passation des marchés du FIDA et à leurs versions ultérieures .
45. **Évaluation de la gouvernance et du risque financier:** d'après les résultats de l'évaluation de la gestion financière réalisée pour ce projet, la structure institutionnelle actuelle des organismes d'exécution est appropriée, et les modalités retenues pour les flux de trésorerie devraient promouvoir une mise en œuvre satisfaisante du projet. Des normes comptables, des politiques, des procédures ainsi que des systèmes de gestion des actifs, de budgétisation, d'audit, d'établissement de rapports et de comptabilité ont été mis en place. Le risque financier global du projet est jugé "modéré".
46. **Audit:** le Bureau d'audit de la province, qui est un organe indépendant du Bureau d'audit national, sera chargé de procéder à l'audit du projet, conformément aux normes internationales d'audit.
47. **Fraude et corruption:** le Comité de supervision nationale sera l'autorité compétente indépendante chargée de recevoir et d'examiner les allégations de fraude et de corruption, et d'enquêter sur ces dernières.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

48. **Apprentissage, gestion des savoirs et coopération Sud-Sud:** la stratégie de gestion des savoirs du projet s'appuiera sur les éléments essentiels suivants:
 - i) mise en place d'un cadre de S&E efficace permettant de suivre l'avancement de l'exécution et de réunir des observations à des fins d'apprentissage;
 - ii) organisation d'ateliers réguliers à différents niveaux donnant lieu au partage de savoirs, d'expériences, d'innovations et des meilleures pratiques, et promotion de la coopération Sud-Sud;
 - iii) promotion de voyages d'études, de visites d'information et d'échange, dans le pays et à l'étranger, pour favoriser le partage des savoirs et la coopération Sud-Sud.
- Innovations et reproduction à plus grande échelle**
49. **Innovations:** les innovations prévues concernent:
 - i) un modèle novateur de *chanye fupin*: le projet pilotera un modèle amélioré de *chanye fupin*, dans le cadre duquel les coopératives d'agriculteurs seront dotées des capacités nécessaires pour servir de véhicule/point d'entrée de manière à promouvoir l'inclusion à travers le développement des agroentreprises;
 - ii) les systèmes de traçabilité: le projet appuiera l'adoption d'un système de traçabilité fiable au niveau des comtés pour assurer le respect des exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments et la détection d'éventuelles

infractions, de manière à donner confiance aux consommateurs dans les normes et la certification des aliments;

- iii) les pépinières d'entreprises: le projet soutiendra la création et l'exploitation de pépinières d'entreprises, de plateformes de soutien à l'entrepreneuriat et de programmes de lancement d'entreprises;
- iv) les décaissements sur la base des résultats: le projet pilotera un mécanisme novateur de décaissement: les fonds du projet alloués à un sous-ensemble d'activités seront décaissés lorsque des cibles ou des jalons convenus, vérifiables de manière indépendante et jugés importants pour la réalisation des objectifs du projet, auront été atteints. Plus précisément, les décaissements au titre d'activités visant à promouvoir des coopératives d'agriculteurs en faveur des pauvres dans le cadre de la sous-composante 1.1 seront fonction du nombre de coopératives répondant à des normes de fonctionnement qui en font des entités "en faveur des pauvres" (indicateur de décaissement), tel que confirmé par un organe de vérification tiers indépendant.

50. **Élaboration des politiques et reproduction à plus grande échelle:** le cadre d'élaboration des politiques et de reproduction à plus grande échelle repose sur les éléments suivants:

- i) Champions: le projet collaborera étroitement avec les parties prenantes nationales et provinciales jouant le rôle de champions aux fins de l'apprentissage et de la reproduction des idées et des expériences issues du projet.
- ii) Facteurs: les facteurs en présence sont: i) les forces exercées sur le marché par la demande grandissante d'aliments salubres et de qualité; ii) le désir manifeste des autorités publiques, et plus particulièrement du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, de déterminer les meilleures manières d'appliquer ou d'ajuster certaines de leurs politiques et stratégies.
- iii) Trajectoire: la trajectoire d'élaboration des politiques et de reproduction à plus grande échelle comportera les étapes suivantes: i) suivi régulier de l'avancement et des résultats du projet, permettant de dégager des éléments d'information à des fins d'apprentissage; ii) apprentissage et bilan des enseignements et des meilleures pratiques, notamment dans le cadre d'analyses, etc.; iii) tenue régulière d'ateliers, de séminaires et d'autres réunions d'apprentissage à différents niveaux permettant de partager les savoirs, les expériences, les innovations et les meilleures pratiques et de fournir des informations aux responsables de l'action publique.
- iv) Rôle du FIDA: le FIDA apportera les compétences spécialisées nécessaires, et il participera aux activités de suivi des résultats et de gestion des savoirs qui serviront de catalyse au processus de reproduction à plus grande échelle.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

51. **Plan de préparation:** la province du Yunnan a une vaste expérience de la mise en œuvre de projets financés par des entités extérieures, notamment le FIDA; le dernier projet, intitulé *Yunnan Agriculture and Rural Infrastructure Project* (projet relatif aux entreprises rurales et agricoles au Yunnan), a été clôturé en 2018. Le bureau de gestion du projet a déjà mis en œuvre un projet financé par la Banque asiatique de développement. Afin d'atténuer le plus possible le risque d'un retard au démarrage, des dispositions ont été prises pour autoriser le financement rétroactif des dépenses encourues au titre d'activités de lancement et faciliter une rapide exécution du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

52. **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement:** le FIDA et les autorités publiques procéderont à des activités de supervision du projet donnant lieu, au minimum, à une opération de supervision annuelle, à un examen à mi-parcours et à un examen à l'achèvement du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

53. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
54. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
55. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

56. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante-quatorze millions huit cent mille dollars des États-Unis (74 800 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Yunnan Rural Revitalization Demonstration Project"

(Negotiations concluded on 17 April 2020)

Loan Number:

Project Title: (*Yunnan Rural Revitalization Demonstration Project*) (the "Project")

The People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except as provided in paragraph 2 of Schedule 2. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall, through Yunnan Province, use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. The amount of the Loan is seventy four million eight hundred thousand United State dollars (USD 74 800 000).
5. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate with fixed spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of thirty (30) years, including a grace period of five (5) years starting from the date that the Fund has determined that all General Conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b).
6. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars (USD).
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.
8. Payments of principal and interest shall be payable on each 1st May and 1st November.

9. There shall be one Designated Account denominated in USD opened and maintained by the Department of Finance of Yunnan Province (DOF) in a commercial bank for the exclusive use of the Project to receive the Loan proceeds (the "Designated Account"). DOF will be directly responsible for the management, maintenance and reconciliation of the DA activities.

10. The Borrower shall, through Yunnan Province, provide counterpart financing for the Project in a total amount equivalent to indicatively USD 115.3 million in cash and in kind. Project beneficiaries are expected to provide a contribution in cash or in kind of indicatively USD 2.8 million, contributions of participating enterprises and cooperatives expected to be leveraged by the Project are to indicatively USD 41.6 million based on estimates made during Project design. The counterpart funds shall be recorded in the project accounting software.

Section C

11. The Lead Implementing Agency shall be the Department of Agriculture and Rural Affairs (DARA) of Yunnan Province. The Provincial Project Management Office (PPMO) will be established within DARA.

12. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

13. For the purpose of this Agreement, Disbursement Linked Indicator (DLI) means the indicator that will be used to trigger the disbursement of funds for activity A.1.1: Number of pro-poor professional farmer cooperatives meeting agreed operational standards, as further specified in the Project Implementation Manual (PIM).

Section D

14. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out every six months, the Fund shall conduct in accordance with Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions a mid-term review to be carried out towards the third year of Project implementation.

Section E

15. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal under the Loan:

- (a) The PPMO and at least one County Project Management Office (CPMO), the respective key Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower, through the Lead Implementing Agency, shall have submitted, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of counterpart funds for the first Project Year;
- (c) The Designated Account shall have been duly opened and the names of authorized signatories shall have been duly submitted to the Fund;
- (d) The PIM shall have been approved by IFAD; and
- (e) A computerized accounting system in compliance with national standards and acceptable to the Fund, shall have been identified and selected by the PPMO.

16. No disbursements shall be made for Activity A.1.1 "Promoting pro-poor farmer cooperatives" under Category IV "Training RBL" of Schedule 2 until and unless the Borrower, through the Lead Implementing Agency, has furnished evidence satisfactory to IFAD (verification report) that the DLI has been met and confirmed by an independent third-party verification agency according to the verification Protocol as provided for in the PIM.

17. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower to request disbursements under the Loan: The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, or modified without the prior consent of the Fund, and after consultation with the Borrower through the Lead Implementing Agency, the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

18. Without prejudice to the provisions of the General Conditions, the deadline for making the first disbursement under the Loan is the date no later than 18 months from the entry into force date of this Agreement.

19. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance of the People's Republic of China
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820
People's Republic of China

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language and is agreed in two (2) original copies one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Project area.* The project will be implemented in seven counties within the four municipalities/prefectures of Zhaotong, Dali, Lijiang and Nujiang in the North-East and Western part of Yunnan province (i.e. Zhenxiong and Suijiang counties in Zhaotong municipality; Yunlong and Yongping counties in Dali prefecture; Huaping and Yongsheng counties in Lijiang municipality; and Lanping county in Nujiang prefecture), selected according to the defined criteria: poverty incidence, presence of industries with a market potential, and commitment of the local government to the objectives and proposed approach of the project. Possible changes of county also need to reflect these criteria, with prior no objection of IFAD.

2. *Target Population.* Within the project area, focus will be given on relative poor (i.e. households who have been registered at least once in the Poor Registration System since 2014). Among the project beneficiaries, specific focus will be given to vulnerable groups (i) women; (ii) youth; and (iii) ethnic minorities.

3. *Goal and development objective.* The project goal is to sustainably maintain the poor and vulnerable households in the project area out of poverty. The development objective is to enhance the income generating opportunities for the poor and vulnerable households in the project area, and the inclusiveness of the benefit sharing mechanisms from agro-industries.

4. *Components.*

Component A: Supporting Inclusive Rural Development: This component aims at favouring the economic development of the project area, by (i) promoting improvements in the implementation of one of the Government's currently adopted poverty reduction model and approach: *chanye fupin*; and (ii) stimulating additional and more diversified income opportunities in the project areas, by providing services and stimulating local entrepreneurship, and attracting new investors in agricultural or non-agricultural activities. This component is organized along three sub-components:

Sub-component A.1: Improving the implementation of *chanye fupin* models: This sub-component will support the piloting/demonstration of innovative/improved *chanye fupin* models, with specific focus on promoting/strengthening the role of cooperatives as vehicle/entry point for pursuing inclusiveness through agribusiness development. Key activities under this sub-component include:

A.1.1: Promoting pro-poor farmer cooperatives: The project will provide support to interested or newly established cooperatives to reach operational standards (as defined in the PIM) which qualify them as 'pro-poor standard cooperatives'. Disbursement for this activity will be triggered by the number of cooperatives that meet defined operational standards that qualify them 'pro-poor', as confirmed by an independent third-party verification agency. The amount of the accrued expenditures to be recognized against the achievement of the agreed target will be recognized on the basis of the actual costing/expenditures incurred to reach this target, evidenced by the documentation of the actual expenditures.

A.1.2: Supporting certified pro-poor farmer professional cooperatives: Successfully certified pro-poor farmer professional cooperatives will be eligible to apply for a special matching funds from the Project, whose conditions would be more favourable

than those under the other models under this component. This funding will be provided based on an approved business plan.

Sub-component A.2: Stimulating entrepreneurship/attracting investors: This sub-component will provide incentives and support to entrepreneurs and investors (particularly young and women) to start their own business in the project area.

Sub-component A.3: Improving access to finance: This sub-component will stimulate financial service innovations to improve access to finance in the project area in support of Sub-component A.1 and A.2.

Component B: Climate-proofed public infrastructure planning and development:

This component aims at improving and expanding the infrastructure systems in the project area through a combination of physical improvements, institutional strengthening and capacity building to improve road access, water security, and prevent soil erosion, and reduce the risks and the impacts associated to changing weather and climate conditions and promote a sustainable and climate resilient agricultural production. This component is organized along two sub-components:

Sub-component B.1: Improving infrastructures' climate resilience: This sub-component will support the improvement of climate-risk analysis, planning and decision-making, and the development and improvement of the underdeveloped and/or deteriorated water irrigation, water harvesting and water delivery systems in the project area.

Sub-component B.2: Improving rural infrastructure system: This sub-component will address some of the major gaps in the current infrastructure system in the project area, which may limit or constrain the implementation of the proposed project activities, and help reducing the vulnerability to the impact of climate change. All infrastructures supported under this sub-component will be climate-proofed.

Component C: This component will support the planning, coordinating, monitoring, reporting and overall management functions of the project management offices (PMOs) at provincial and county level.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. **Lead implementing agency (LIA):** The Department of Agriculture and Rural Affairs of Yunnan Province (DARA) shall be the Lead implementing agency. The Provincial Project Management Office (PPMO) will be established in DARA to exercise the day-to-day functions of Project management.
2. **The Yunnan Provincial Department of Finance (DOF)** will have the primary responsibility for the administration of project resources.
3. **Project Joint Meeting:** At provincial level, a coordinating committee comprising at least the DOF, the DARA, the Provincial Development and Reform Commission (PDRC), and the Provincial Office of Poverty Alleviation is expected to be established to provide overall guidance and coordination of the project implementation. Similar coordination committees led by the county mayors will be established at county level.

4. **Prefecture Project Management Offices:** Prefecture Project Management Offices will be established at the Prefecture Bureau of Agriculture and Rural Affairs to provide guidance and coordination of project implementation in the counties.
5. **County Project Management Offices (CPMO):** County Project Management Offices (CPMOs) will be established at the County Bureau of Agriculture and Rural Affairs. Relevant technical bureaus in the counties (such as water conservancy, meteorological, transportation bureaus, etc.) to support the project implementation in the related activities of the project as per need.

CPMOs will be in charge of day to day management of project activities, overseeing project designs, implementing and supervising project activities, arranging for counterpart-funding and local labour contribution, preparing annual work plans, financial plans, procurement plans, monitoring and reporting on project progress, outputs, and outcomes.

6. **Implementing Support Units:** Implementing Support Units will be established in the Project townships to facilitate project implementation, targeting and related monitoring activities.
7. **Provincial PMO (PPMO):** A dedicated provincial PMO (PPMO) shall be set up within DARA. It will be responsible for project coordination, management support, monitoring and reporting, ensuring adherence to agreed standards, guidelines, and procedures, providing overall guidance on operational aspects to the various implementing units, and facilitating intra-knowledge transfer among project provinces and with external domestic and international agencies.
8. **Organisation and staffing** The Project Management Office (PMO) organization structure is composed of the Director who has overall responsibility for Project management and a Finance Manager who has financial responsibility overseeing an accountant and a cashier. In addition, PMOs will be staffed with officers who have experience in and would be responsible for project planning and implementation, financial management, procurement, monitoring and evaluation, gender and youth mainstreaming. They will also be assisted by officers from the technical line bureaus of Water Resources, Agriculture, Forestry, and Finance at the corresponding level. Township Implementation Support Unit will rely on existing staff to exercise the related duties and functions for project implementation.
9. **Service Providers and Technical Specialists** will be engaged by the PMOs to support the implementation especially in areas where existing capacity may be inadequate, for this purpose appropriate budget has been envisaged in the Project costing.

10. Result-based lending

10.1 **Disbursement** for activity A.1.1 "Promoting pro-poor farmer cooperatives" will be triggered upon the achievement of a number of cooperatives that meet defined operational standards that make them 'pro-poor' (disbursement-linked indicator- DLI as defined in the PIM) which will be verified by an independent third-party verification agency (VA) in accordance with the verification protocol as further specified in the PIM.

10.2 **Independent third-party Verification Agency:** An independent third-party verification agency will be contracted by the project after the no objection of IFAD to the selected agency, to verify that the DLI target set for the said activity that (i.e. number of cooperatives that meet defined operational standards) is achieved.

10.3 **Verification protocol:** The CPMO will record the cooperative information in a database on a regular basis and be responsible for the accuracy of the information. Cooperatives meeting all the agreed eligibility requirements will be reported to the PPMO

on a semi-annual basis. The VA will conduct a verification of all cooperatives deemed to meet the agreed operational standards in a given DLI disbursement period according to the verification protocol as agreed in the PIM. Confirmation that the disbursement-linked indicators (DLI) target has been achieved will be through a letter of confirmation or verification report to IFAD. The verification protocol for DLI, will include: definition of indicator and targets; baseline data; source of data; frequency and timing of reporting; reporting responsibility; and methodology for verification, such as sampling and site visits.

11. **Planning.** The annual work plan and budgets (AWPBs), reflecting planned activities and budget requirements for each year of Project implementation, will be the main management tool for Project planning and implementation.
12. **Monitoring and evaluation (M&E).** The Project shall establish an M&E system, which will integrate IFAD Core Indicators (CIs) from provincial to village level. The M&E system of the Project shall: (i) underpin the knowledge management functions of the Project; (ii) give emphasis to assessing the impact on poverty alleviation of the Project, relying on the national poor registration system, and the performance of supported cooperatives, through annual cooperative performance assessments; (iii) make M&E data accessible and available in line with relevant laws and regulations in China, through a user-friendly management information system (MIS) that integrates information and allow regular reporting. Progress against the achievement of results will be measured through comprehensive baseline, mid-term and end-line surveys, and through annual outcome surveys in intervening years.
13. **Project Implementation Manual (PIM).** The PPMO shall prepare, with inputs from the CPMOs, a draft PIM and submit it to the Fund for approval. The draft PIM shall include, among other things: (i) terms of reference and implementation responsibilities of the Project staff, consultants and service providers; (ii) eligibility and selection criteria for the implementation of project activities, including training and development of business plans; (iii) targeting, eligibility and selection criteria for participating villages, cooperatives/enterprises and other beneficiaries; (iv) Project operational, financial and procurement procedures, including implementation and monitoring procedures also for DLIs; (v) M&E system and procedures; (vi) DLIs; (vii) The Financial Management Manual; (viii) Verification protocol of DLIs.

The PIM may be amended if and when necessary, and the Project shall adopt the amended PIM substantially in the form approved by the Fund.

14. **Business Plans (BPs) cooperation agreement.** Agribusiness entities and county PMOs shall sign a cooperation agreement for each approved business plan. The agreement shall state the rights and obligations of both sides, the commitments of the proponent agribusiness entity, targets and agreed verifiable physical, financial, economic and social indicators for the committed targets. A financing plan for the BP, compliant with the agreed financing rules as detailed in the PIM, shall be part of the cooperation agreement. Key information of the cooperation agreement shall be publicized in the village.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| | Category | Category description | Loan Amount Allocated (expressed in USD) | % of Eligible Expenditures net of all other contributions |
|-----|----------------------------|-----------------------|--|---|
| I | Works | | 17 790 000 | 100% |
| II | Goods, Services and Inputs | | 7 510 000 | 100% |
| III | Grants & Subsidies | Chanye Fupin Projects | 39 730 000 | 100% |
| IV | Training - RBL | | 1 440 000 | 100% |
| V | Operating Costs | | 850 000 | 100% |
| | Unallocated | | 7 480 000 | |
| | Total | | 74 800 000 | |

2. The Borrower may withdraw the proceeds of the Loan to finance the following category on the basis of Results (DLR or Disbursement linked results) achieved by the Borrower against specific indicators (DLI).

The following table specify each category of withdrawal of the proceeds of the Loan (including DLI), the DLR for each category and the allocation of the Loan to each category:

| Category | Disbursement Linked Result | Amount of the loan allocated in USD |
|-------------------|--|-------------------------------------|
| IV. Training -RBL | Number of pro-poor professional farmer cooperatives meeting agreed operational standards | 1 440 000 |
| TOTAL | | 1 440 000 |

3. The terms used in the Tables above are defined as follows:

"Category I Works" shall mean eligible expenditures for improving rural infrastructure system under component B.2 as described in Schedule 1.

"Category II Goods, Services and Inputs" shall mean eligible expenditures for goods , service, inputs, equipment , materials, consultancies and workshop and all other training for the Project, except for the training under Category IV "Training-RBL".

"Category III Grants and Subsidies"/"Chanye Fupin Projects" shall mean eligible expenditures related to Chanye Fupin projects supporting inclusive rural development in component A.1 and A.2.

“Category IV Training RBL” shall mean eligible expenditures for the upgrading of cooperatives to meet operational standards.

“Category V Operating Costs” shall mean eligible expenditures for salaries, allowances, and operating costs under Component A.2 of Schedule 1.

“Unallocated”: the amount under the unallocated is not immediately available for disbursement until this amount has been allocated to the Categories specified in the Schedule 2. The unallocated amount will facilitate the reallocation of categories in cases of overdraft.

4. *Retroactive Financing.* As an exception to section 4.08(a)(ii) of the General conditions, expenditures not exceeding USD 7.5 million incurred from 7 January 2020 to the date of the entry in force of this Agreement, may be pre-financed by the Government and reimbursed from the Financing after this Agreement provided that this Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met.

Eligible expenditures are start-up and preparation project activities such as: (i) purchase of essential items (including equipment and procurement of necessary software) for the PMOs; (ii) recruitment of project staff and/or consultants and procurement of technical assistance; (iii) costs related to tendering, selection, and recruitment of service providers; (iv) costs related to the finalization of the program implementation manual, customization of accounting software to fit IFAD requirement and license fees, start-up trainings and workshops; (v) establishment of the M&E system, including carrying-out of the baseline survey and development of MIS; (vi) exposure visits for knowledge and experiences sharing; (vii) surveys and feasibility studies; (viii) recruitment of service providers.

Schedule 3*Special Covenants*

1. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with national laws and regulations regarding social, environmental and climate-related safeguards as well as the Fund's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures.
2. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices.

Logical framework

| Results Hierarchy | Indicators | | | | Means of Verification | | | Assumptions | |
|--|--|----------|----------|--------------------------------|---|--|----------------|---|--|
| | Name | Baseline | Mid-Term | End Target | Source | Frequency | Responsibility | | |
| Outreach | 1 Persons receiving services promoted or supported by the project | | | | Project M&E, Household Surveys | Baseline, Annual and Completion surveys | PPMO, M&E | Continuity of government socio-economic policies and poverty reduction strategies and political commitment. (A) Farmers slow/relevant tendency towards cooperative led organizations. (R) Cooperatives thrive as per government new laws and regulations. (A) | |
| | Females - Number | | 22943 | 45885 | | | | | |
| | Males - Number | | 22943 | 45885 | | | | | |
| | Young - Number | | 6882 | 27531 | | | | | |
| | Indigenous people - Number | | 27531 | 55062 | | | | | |
| | Total number of persons receiving services - Number of people | | 45885 | 91770 | | | | | |
| | Young - Percentage (%) | | 15 | 30 | | | | | |
| | 1.a Corresponding number of households reached | | | | Project M&E, Household Surveys | Baseline, Annual and Completion surveys | PPMO, M&E | | |
| | Women-headed households - Number | | | 26460 | | | | | |
| | Non-women-headed households - Number | | | 61740 | | | | | |
| Households - Number | | 44100 | 88200 | | | | | | |
| 1.b Estimated corresponding total number of households members | | | | Project M&E, Household Surveys | Baseline, Annual and Completion surveys | PPMO, M&E | | | |
| Household members - Number of people | | 207270 | 414540 | | | | | | |
| Project Goal Poor and vulnerable rural households are sustainably out of poverty in the project area | %age of households with income growth higher than the county average growth | | | | Project M&E, Household Surveys, Govt Statistics | Baseline and Completion surveys | PPMO; M&E | Continuity of economic, social and marketing stability in the target project area. (A) Poverty is a dynamic process associated with different socio-economic shocks, so maintaining zero rural poverty will be subject to such shocks (R) | |
| | female-headed households - Percentage (%) | | | 80 | | | | | |
| | ethnic households - Percentage (%) | | | 80 | | | | | |
| | total households - Percentage (%) | | | 80 | | | | | |
| Development Objective Enhancing the income generating opportunities in the project area for poor and vulnerable households, and the inclusiveness of the benefit-sharing mechanisms from industries | At the end of the project, targeted households achieve at least a 30% increase in annual income from project-supported activities | | | | Project M&E, Government Statistics | Baseline, Mid-term and completion surveys | PPMO, M&E | Providing investment opportunities/ benefit sharing mechanism through enhanced and standard cooperatives to the poor farmers lead to high income. (A) Farmers reluctance to go with cooperative led value chain and industry model. (R) | |
| | total households - Number | | | 79380 | | | | | |
| | female headed hhs - Percentage (%) | | | 90 | | | | | |
| | ethnic hhs - Percentage (%) | | | 90 | | | | | |
| | 2.2.1 New jobs created | | | | Project M&E, Government Statistics | Baseline, Mid-term and completion surveys | PPMO, M&E | | |
| | Job owner - men - Number | | | 700 | | | | | |
| | New jobs - Number | | | 2000 | | | | | |
| | Job owner - women - Number | | | 1300 | | | | | |
| | Job owner - young - Number | | | 200 | | | | | |
| | Participating women report an adequate empowerment score in pro-WEAI index | | | | pro-WEAI survey | baseline, and completion | PPMO | | |
| women - Percentage (%) | | 0 | 50 | | | | | | |
| Outcome 1. Strengthen the participation of poor and vulnerable population in rural economic growth | 2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or | | | | Project M&E Reports | Baseline, yearly after Mid-term and completion | PPMO, M&E | Cooperative management are committed to smallholder membership. (A) Cooperatives are increasingly member-driven and responsive to smallholder needs. (A) Weak Farmers might be influenced by rich farmers (R) | |
| | Number of POs - Number | | 42 | 140 | | | | | |
| | 2.2.4 Supported rural producers' organizations members reporting new or improved services provided by their organization | | | | Project M&E Reports | Baseline, yearly after Mid-term and completion surveys | PPMO, M&E | | |
| Number of POs - Number | | 4000 | 11760 | | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|----|-------|---|--|--------------|--|
| Output 1.1 Up-grade/develop Pro-poor farmer cooperatives | Pro-poor Farmer Professional Cooperatives meeting the operational standards cooperatives - Number | 14 | 35 | Project M&E Reports | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO, M&E | Design estimates are realistic (A) Farmers are committed to abide by new cooperatives law (A) |
| Output 1.2 Private co-investment in | Number of co-investment plans supported under the project Plans - Number | 50 | 178 | Project M&E Reports | Baseline, yearly and Completion | PPMO, M&E | Private agro-investors are interested to join/share farmers cooperatives income sharing mechanism |
| Output 1.3 Establishing county | Agro-Entities adopting digitalized traceability system agro-entities - Number | 35 | 70 | Project M&E Reports | Baseline, yearly and Completion | PPMO, M&E | Continued policy support to farmer cooperatives and private enterprises. (A) |
| Outcome 2. Improved climate information and adaptation advice used by farmers | 3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices Households - Percentage (%) | | 15 | Project M&E Reports, Service provider report | Baseline, yearly after Mid-term and completion surveys | PPMO, M&E | Farmers will participate in climate information services workshop/centers (A) Climate sensitivity is new phenom and might not be welcomed overwhelmingly. (R) |
| | Total number of household members - Number of people | | 62181 | | | | |
| | Households - Number | | 13230 | | | | |
| Output 2.1 Improving climate information and adaptation advice | 3.1.2 Persons provided with climate information services Persons provided with climate information services - Number | | 14700 | Project M&E Reports , Service provider reports | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO | |
| Outcome 3. Improve business opportunities for rural households | 2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales Percentage of rural POs - Percentage (%) | | 10 | Project M&E Reports, Government Statistics | Baseline, yearly after Mid-term and completion surveys | PPMO | Continuity of economic, social and marketing stability in the target project area (A). Enterprise/cooperative management are committed to smallholder membership. (A) |
| Output 3.1 Business development/support provided by service centers | 2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management Females - Number | | 19845 | Project M&E, Household Surveys, Cooperative registers | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO, M&E | Small holder farmers are interested to join upscale value chain and willing to pay related subscription and for the services. (A) Failure of farmer cooperatives and private enterprises to cooperative standards and farmers needs and excluding poor farmers from joining value chain development (R) |
| | Males - Number | | 19845 | | | | |
| | Young - Number | | 11907 | | | | |
| | Not Young - Number | | 27783 | | | | |
| | Persons trained in IGAs or BM (total) - Number | | 39690 | | | | |
| Output 3.2 Investment Support for start-ups | Start-up businesses of young people /women entrepreneurs supported total start-ups - Number | 80 | 140 | Project M&E, Household Surveys, Cooperative registers | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO, M&E | Small holder farmers are interested to join upscale value chain and willing to pay related subscription and for the services. (A) Failure of farmer cooperatives and private enterprises to cooperative standards and farmers needs and excluding poor farmers from joining value chain development (R) |
| | start ups of young people - Number | | 98 | | | | |
| | start ups of women - Number | | 70 | | | | |
| Output 3.3 Improved access to finance | 1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services Females - Number | | 9065 | Project M&E, Household Surveys, Cooperative registers | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO, M&E | Fls willing to participate in government rural revitalization strategy programme (A) Communities are willing to access credit. (A) Poor Farmers' (lack of) capacity to access and to pay back. (R) |
| | Males - Number | | 9065 | | | | |
| | Young - Number | | 5400 | | | | |
| | Not Young - Number | | 12730 | | | | |
| | Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) - Number | | 18130 | | | | |
| Outcome 4. Climate resilient infrastructure | 2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%) | | 15 | Impact Assessment Reports, Project Reports | Baseline, yearly after Mid-term and Completion surveys | PPMO, M&E | Adequate participation in climate related information training (A) |
| | Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%) | | 20 | | | | |
| | Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%) | | 20 | | | | |
| Output 4.1 Improved infrastructure and systems for climate | 3.1.4 Land brought under climate-resilient practices Hectares of land - Area (ha) | | 8820 | Impact Assessment Reports, M&E | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO, M&E | Local leaders and farmers are sensitive of the issue and assessment studies will find adequate sites for rainwater harvest (A) |
| Output 4.2 Improved Rural Infrastructure | 1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated Hectares of land - Area (ha) | | 3600 | Impact Assessment Reports, M&E | Baseline, yearly and Completion surveys | PPMO and M&E | Communities assume responsibility for use, maintenance and management of facilities invested in by the project (A) |
| Output stand alone output: Policy | Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed Number - Number | | 3 | M&E reports | yearly and Completion surveys | PPMO and M&E | Commitment of Provincial stakeholders to the policy value of the project |